



HAL
open science

Rapport Draghi : reflet d'une Europe sans puissance

Emmanuel Hache, Candice Roche

► **To cite this version:**

Emmanuel Hache, Candice Roche. Rapport Draghi : reflet d'une Europe sans puissance. La revue internationale et stratégique, 2025, 137, pp.19 à 31. <10.3917/ris.137.0019>. <hal-05151485>

HAL Id: hal-05151485

<https://hal.science/hal-05151485v1>

Submitted on 8 Jul 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Rapport Draghi : reflet d'une Europe sans puissance

Emmanuel Hache

Adjoint scientifique à la direction Économie et Veille à IFP Énergies nouvelles, directeur de recherche à l'IRIS et chercheur associé à EconomiX (CNRS – Université Paris-Nanterre).

Candice Roche

Ingénieure économiste à IFP Énergies nouvelles.

« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré »

Albert Einstein

Reconnu pour son désormais célèbre « whatever it takes »¹ lors de la crise de la zone euro en 2012, Mario Draghi, ancien gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE) entre 2011 et 2019 et ancien président du Conseil des ministres d'Italie entre 2021 et 2022, est revenu sur le devant de la scène avec un rapport intitulé *The future of European competitiveness. A competitiveness strategy for Europe*² en septembre 2024. Entre « déclin inévitable » et « défi existentiel », le rapport Draghi, rebaptisé du nom de son auteur, pose un constat très alarmant de l'état de l'économie de l'Union européenne (UE) : l'écart de produit intérieur brut (PIB) avec les États-Unis, d'environ 15 % en 2002, s'est creusé à 30 % en 2023. Il lance un avertissement clair sur la position de l'Union dans un nouvel ordre mondial où les fondements de sa prospérité – commerce mondial en croissance, multilatéralisme, énergie bon marché – se sont effrités. L'UE subit actuellement une multitude de chocs externes – guerre à ses frontières en Ukraine, rivalité sino-américaine source d'incertitudes, résurgence des problématiques de dépendances aux matériaux critiques³ –, mais également internes – manque de cohésion politique et montée des partis populistes – et des dynamiques de transitions à gérer, notamment la décarbonation et la digitalisation de ses économies. D'après Mario Draghi, l'Europe ne pourra gérer objectifs et contraintes sans une hausse marquée de sa croissance, et l'auteur de proposer le lancement d'un plan d'investissements massifs, à hauteur de 5 % du PIB annuel de l'Europe (800 milliards d'euros), soit l'équivalent de plusieurs fois le plan de relance européen post-Covid NextGenerationEU⁴. L'ambition est

¹ Dans un contexte de forte incertitude sur l'avenir de la zone euro, Mario Draghi prononça un discours le 26 juillet 2012 dans lequel il annonçait que la BCE ferait tout ce qui est nécessaire pour sauver l'Union monétaire en adoptant notamment des mesures non conventionnelles. La phrase « Within our mandate, the ECB is ready to do whatever it takes to preserve the euro. And believe me, it will be enough » reste emblématique de la capacité des banquiers centraux à casser les anticipations des marchés. Le discours est disponible en intégralité sur le site de la BCE : European Central Bank, « Speech by Mario Draghi, President of the European Central Bank at the Global Investment Conference in London 26 July 2012 ».

² Le rapport est disponible en anglais et même s'il n'existe pas de traduction française officielle, le titre *L'avenir de la compétitivité européenne – Une stratégie de compétitivité pour l'Europe* peut être utilisé : Mario Draghi (dir.), *The future of European competitiveness – A competitiveness strategy for Europe* (Bruxelles : Commission européenne, septembre 2024). Un second rapport de près de 400 pages étudie les politiques sectorielles nécessaires et les politiques transverses : Mario Draghi (dir.), *The future of European competitiveness – In-depth analysis and recommendations* (Bruxelles : Commission européenne, septembre 2024).

³ Emmanuel Hache, « Prospective de l'insécurité minérale. Anticiper la nouvelle ère métallique de la transition bas-carbone », *Futuribles* 458 (janvier-février 2024) : 5-24.

⁴ Voir Commission européenne, « Plan de relance européen pour l'Europe », *commission.europa.eu* (page consultée le 27 janvier 2025).

gigantesque, car la croissance européenne ne pourra être portée par la hausse de la population active, qui devrait se réduire de 2 millions par an d'ici à 2040. L'UE a donc face à elle un immense défi relatif à la productivité mais également à l'inachèvement de certains processus d'intégration et de coopération entre les pays, qui crée des redondances et de l'inefficacité dans les dépenses publiques. En l'absence de ces efforts, l'Europe risque de ne pas pouvoir concilier ambitions écologiques, indépendance géopolitique et maintien de son modèle social. La survie économique et politique du continent reposerait ainsi sur sa capacité à innover, à décarboner et à renforcer sa sécurité.

Si le texte a reçu un accueil globalement positif, notamment en France et dans certains milieux industriels⁵, des réticences se sont déjà fait sentir du côté de pays comme l'Allemagne, qui rejette fermement l'idée d'emprunts communs⁶. Véritable sonnette d'alarme, le rapport Draghi interroge sur sa capacité à créer un électrochoc au niveau européen, mais également sur sa volonté de penser une « Europe puissance » dans le nouvel ordre mondial.

Un contexte mondial empreint d'incertitudes pour une Europe fragile

Le rapport Draghi intervient dans un contexte de tensions géopolitiques plurielles – guerre en Ukraine, conflit au Proche et Moyen-Orient, etc. –, de risques de fragmentation économique, d'impératifs de transition bas-carbone et de transformations technologiques qui bouleversent les équilibres mondiaux⁷ et les schémas traditionnels du Vieux Continent. Durant les années 1990, la construction européenne avait ainsi bénéficié d'un triple dividende contextuel : une croissance dans un contexte de mondialisation des échanges, une énergie abondante, accessible et relativement peu chère, et une sécurité assurée à moindre coût par le parapluie américain et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cette architecture a permis aux États membres de l'Union de s'insérer et de s'assurer une place de choix dans les échanges internationaux, de stimuler leurs exportations, de bâtir un État social solide et d'économiser sur les dépenses militaires. Or, depuis le milieu des années 2010, le contexte mondial a été profondément transformé. Du côté du commerce mondial, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) alertent sur une possible dynamique de fragmentation géoéconomique⁸, observable à travers la hausse des restrictions aux exportations, notamment sur les matériaux critiques⁹, le retour de mesures protectionnistes¹⁰ et la volonté de certains pays comme les États-Unis de

⁵ Alexandre Piquard, « Le rapport Draghi, un signal jugé positif pour la tech européenne mais aussi américaine », *Le Monde*, 16 octobre 2024.

⁶ Virginie Malingre, « Si l'accablant rapport de Mario Draghi sur le décrochage économique de l'Union européenne fait consensus, ses préconisations divisent », *Le Monde*, 16 octobre 2024.

⁷ Patrick Criqui et Emmanuel Hache, « Garder le cap de la transition énergie-climat. Prospective dans l'incertitude », *Futuribles* 455 (juillet-août 2023) : 5-26.

⁸ Marijn A. Bolhuis, Jiaqian Chen et Benjamin R. Kett, « Fragmentation in Global Trade: Accounting for Commodities », *Working Paper*, WP/23/73, FMI, mars 2023.

⁹ Emmanuel Hache, « Transition bas-carbone : vers une nouvelle géopolitique des matières premières », *L'Économie politique* 97 (février 2023) : 59-70.

¹⁰ Goldberg, Pinelopi K. et Tristan Reed, « Is the Global Economy Deglobalizing? If So, Why? And What Is Next? », *Brookings Papers on Economic Activity* (printemps 2023) : 347-96.

relocaliser les activités dans des pays alliés à travers le *friendshoring*¹¹. Ce mouvement intervient dans un contexte où l'UE est largement concurrencée sur ses principaux marchés extérieurs depuis près de vingt ans, particulièrement par la Chine. L'Union représentait ainsi moins de 15 % du commerce mondial en 2023, contre 19 % en 2002, un déclin profondément accentué depuis la pandémie de Covid-19.

Sur les marchés énergétiques, les dépendances structurelles – faible dotation en ressources énergétiques primaires, mécanisme de fixation des prix, etc. – se sont accentuées au cours des dernières années, et l'invasion de l'Ukraine a constitué un réveil douloureux pour l'UE : à la veille du conflit, elle était dépendante à plus de 60 % de ses approvisionnements extérieurs en énergie, contre 50 % en 1990¹². L'Europe s'est ainsi retrouvée piégée dans une trappe à gaz russe, Moscou étant – et de loin – son principal fournisseur – 57 % des importations européennes, pour une facture d'environ 50 milliards de dollars¹³. Ce contexte a provoqué une hausse marquée des prix de l'électricité et une réponse volontariste de l'Union à travers le plan REPowerEU¹⁴. Ce dernier, constitué de trois piliers – substitution des importations russes, mesures d'efficacité énergétique et modération de la demande –, invitait également les États membres à développer une diplomatie énergétique commune. Cette dernière est pourtant restée lettre morte et le principal changement se résume désormais à une dépendance aux approvisionnements venant, entre autres, de Washington¹⁵. En 2023, 45 % des importations européennes de gaz naturel liquéfié (GNL) étaient d'origine états-unienne et le Vieux Continent constituait la première destination du gaz américain, un gaz qu'elle a payé plus cher que le gaz russe – le prix du GNL américain ayant presque doublé entre décembre 2021 et décembre 2022¹⁶.

Enfin, la situation sécuritaire du continent s'est transformée avec l'invasion russe de l'Ukraine. Le pivot asiatique initié par Barack Obama et le premier mandat de Donald Trump ont fait craindre un détournement du soutien américain à l'Europe et aux pays membres de l'OTAN. Cette toile de fond a relancé le débat sur la nécessité d'une architecture de défense européenne, une problématique exacerbée par la réélection de Donald Trump en novembre 2024. Ainsi, le rapport Draghi intervient dans un contexte où les trois fondements de prospérité européenne – libre-échange, énergie accessible et sécurité – ont laissé place à un nouveau trilemme fondé sur la fragmentation, la dépendance et l'exacerbation des fragilités.

Relancer l'économie du Vieux Continent : innover, décarboner, sécuriser

¹¹ The White House, *Building resilient supply chains, revitalizing american manufacturing, and fostering broad-based growth* (Washington, D.C. : juin 2021).

¹² Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon et Lionel Ragot, « Guerre en Ukraine : bouleversements et défis énergétiques en Europe », *Policy Brief*, n° 37, CEPII (mai 2022).

¹³ Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon et Lionel Ragot, « La dépendance de l'Europe au gaz russe : État des lieux et perspectives », *Revue d'économie financière* 147, n° 3 (printemps 2022) : 227-42.

¹⁴ Commission européenne, « Questions and Answers on REPowerEU: Joint European action for more affordable, secure and sustainable energy », 8 mars 2022.

¹⁵ Emmanuel Hache, « Trump 2.0 : l'occasion pour l'Europe de bâtir une vraie politique de sobriété ? », *The Conversation*, 7 novembre 2024.

¹⁶ Gavin Maguire, « U.S. LNG exports both a lifeline and a drain for Europe in 2023 », Reuters, 21 décembre 2022.

Le rapport Draghi s'organise autour de trois axes principaux pour relancer la croissance européenne : réduire le fossé d'innovation, coupler décarbonation et compétitivité, et sécuriser les approvisionnements stratégiques. Ces trois domaines interdépendants sont essentiels pour que l'Europe puisse rivaliser avec les grandes puissances, notamment les États-Unis et la Chine, tout en atteignant ses objectifs climatiques et de souveraineté technologique.

Réduire le fossé d'innovation

L'un des constats majeurs du rapport est l'écart croissant entre l'Europe et ses principaux concurrents en matière d'innovation technologique. Ce fossé résulte principalement du retard européen dans la transition numérique, l'économie de la connaissance et l'adoption des technologies digitales – seules quatre entreprises européennes figurent parmi les cinquante plus importantes entreprises de la *tech* mondiale¹⁷. Ces secteurs étaient pourtant ceux visés lors de la mise en place de la stratégie de Lisbonne, en 2000, qui fixait un nouvel objectif stratégique de « préparer la transition vers une société et une économie fondées sur la connaissance, au moyen de politiques répondant mieux aux besoins de la société de l'information et de la R&D »¹⁸. Au-delà du constat, le rapport Draghi explique que l'UE a raté l'opportunité de la première révolution numérique, initiée par Internet, en ne créant pas assez d'entreprises technologiques et en diffusant trop lentement les technologies numériques dans l'économie¹⁹. Ce constat reste toutefois général, et si le rapport questionne l'absence d'une politique industrielle structurée, aucune critique n'est émise sur l'appréhension standard d'une Europe réduite à un grand marché par la Commission européenne.

Régulations trop pesantes, absence de financements appropriés et spécifiques pour les entreprises de taille moyenne et empilement des différentes politiques européennes – ou entre l'UE et les pays membres – expliquent une grande part du déficit de productivité par rapport aux États-Unis. Depuis 2019, la productivité moyenne d'un travailleur américain a augmenté de 1,6 % par an contre 0,5 % en Europe, une différence qui expliquerait plus de 70 % de l'écart de croissance. La différence de productivité, en partie générée par le retard technologique, s'explique notamment par l'écart de financement : alors que les États-Unis investissent massivement dans la recherche et développement (R&D), à hauteur de 3,5 % de leur PIB, l'Europe peine à suivre – autour de 2,2 %, malgré l'objectif de Lisbonne de 3 % –, tant en matière d'investissements publics que privés. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, par exemple, l'Europe affiche déjà un retard significatif. Les barrières réglementaires et le manque d'une politique industrielle coordonnée constituent autant de freins à l'innovation. Le rapport mentionne que le coût du dépôt d'un brevet en Europe reste plus élevé qu'aux États-Unis, ce qui décourage l'innovation locale. Si l'Europe conserve une position forte dans la recherche fondamentale – 17 % des brevets –, elle est dépassée par les États-Unis (21 %) et la Chine (25 %)²⁰. L'absence de marché intégré pour les nouvelles technologies est un obstacle à leur commercialisation et à leur adoption à grande échelle.

¹⁷ Mario Draghi (dir.), *op. cit.* : 14.

¹⁸ Conseil européen de Lisbonne, 23 et 24 mars 2000, « Conclusions de la Présidence ».

¹⁹ Mario Draghi (dir.), *op. cit.* : 24.

²⁰ *Ibid.* :28.

Le rapport appelle à une réforme profonde du système européen de financement de la recherche et innovation (R&I). Il recommande notamment de concentrer les financements publics sur des technologies disruptives et risquées, qui ne peuvent être portées dans leur phase initiale par le secteur privé. En 2023, les États-Unis ont par exemple consacré plus de 70 milliards de dollars à leur programme spatial, contre 13 milliards pour les Européens. Par ailleurs, Mario Draghi propose d'améliorer la coordination des initiatives de recherche entre les États membres et de favoriser un écosystème européen de capital-risque plus performant. Il suggère également de former davantage de personnel qualifié, capable de soutenir les efforts d'innovation, notamment dans les domaines stratégiques comme la santé, l'énergie et les technologies vertes.

Décarbonation et compétitivité

Le deuxième axe du rapport concerne la nécessité de concilier décarbonation et compétitivité économique. L'Europe s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique, mais elle doit composer avec des coûts énergétiques beaucoup plus élevés que ses partenaires. En 2023, les prix de l'électricité en Europe étaient, en moyenne 80 % plus élevés qu'aux États-Unis et en Chine. Pour l'industrie, l'écart de prix d'électricité atteignait même 158 % au deuxième semestre de 2023²¹. Cette différence constitue un frein majeur, en particulier pour les secteurs intensifs en énergie comme la chimie, la sidérurgie, et l'automobile. Toutefois, l'Europe est bien positionnée dans certaines technologies « vertes », telles que l'éolien et l'hydrogène. Cependant, la capacité de production sur le sol européen reste insuffisante face à sa demande. Là encore, la dichotomie entre production industrielle et marché est béante puisque l'UE représente le deuxième plus grand marché mondial pour les panneaux solaires, les véhicules électriques et les turbines éoliennes²². L'absence d'une stratégie industrielle claire, le manque de stabilité de la demande intérieure et des politiques de subventions massives de la part de ses concurrents américains et chinois empêchent l'Europe de devenir un *leader* dans la production de technologies vertes ; les entreprises européennes préférant produire en Chine à des coûts moins élevés et dans des conditions administratives moins pesantes.

Le rapport propose plusieurs mesures pour améliorer cette compétitivité tout en poursuivant les objectifs de décarbonation. Il suggère de découpler les prix des énergies renouvelables de ceux des combustibles fossiles – notamment du gaz – et de réduire le coût de l'énergie pour les utilisateurs finaux. Il propose également une meilleure coordination des investissements dans les infrastructures transfrontalières. Il met en avant l'idée d'une « Union énergétique » pour garantir une sécurité énergétique durable à l'échelle continentale, tout en veillant à ce que la décarbonation se fasse à des coûts maîtrisés. Mais cette proposition n'est finalement explicitée en des termes tellement généraux – « l'UE devrait développer une gouvernance adaptée pour une véritable Union de l'énergie » – qu'elle ne constitue en rien un réel mode d'emploi pour améliorer le système. Enfin, il est souligné que l'Europe devra continuer d'importer certaines technologies, tout en diversifiant ses fournisseurs pour réduire les risques de dépendance.

²¹ *Ibid.* :5.

²² *Ibid.* :46.

Sécuriser les approvisionnements et réduire les dépendances

Le troisième axe du rapport Draghi s'articule autour de la sécurité des approvisionnements et de la réduction des dépendances stratégiques, en particulier en ce qui concerne les matières premières critiques. L'Europe est particulièrement vulnérable aux chocs géopolitiques, car 40 % de ses importations proviennent d'un petit nombre de pays fournisseurs, dont certains ne partagent pas les mêmes valeurs politiques²³. L'Europe est ainsi exposée à des risques de coercition économique. Les matériaux critiques, indispensables à la fabrication de technologies-clés comme les panneaux solaires, les batteries ou encore les véhicules électriques, sont particulièrement sensibles et la Chine domine, par exemple, plus de 80 % du marché mondial du raffinage des terres rares, essentielles pour les technologies décarbonées²⁴. Ce déséquilibre expose l'Europe à des ruptures de chaîne d'approvisionnement dans des secteurs stratégiques, notamment celui de la fabrication des batteries pour lequel elle ne représente que 14 % de la production mondiale²⁵ – et seulement 7 % si l'on exclut les acteurs étrangers sur son territoire.

Le rapport plaide donc pour une politique industrielle européenne plus proactive. Il recommande d'investir massivement dans le recyclage, le stockage ainsi que l'extraction domestique de certaines matières premières, une politique mise en place avec le règlement européen sur les matériaux critiques adopté en 2024 par le Parlement européen²⁶. Mario Draghi insiste également sur la nécessité de renforcer les capacités de raffinage et de transformation des matériaux critiques en Europe, pour réduire la dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers. En parallèle, il propose une stratégie de diversification des sources d'approvisionnement et d'établissement de partenariats avec des pays riches en ressources, tout en maintenant une politique commerciale qui évite les pièges du protectionnisme. Enfin, il souligne l'importance de l'autonomie stratégique dans les domaines des technologies numériques et de la défense. Le secteur de la défense en Europe, par exemple, reste trop fragmenté et n'investit pas suffisamment dans la recherche et l'innovation. Une mise en commun des ressources des États membres est ainsi recommandée, en particulier pour développer les technologies de défense de nouvelle génération, comme les semi-conducteurs ou les matériaux critiques.

Un accueil mitigé pour des solutions économiques fondées sur le marché

²³ Emmanuel Hache et Benjamin Louvet, *Métaux, le nouvel or noir. Demain la pénurie ?* (Monaco : Éditions du Rocher, 2023).

²⁴ Tanguy Bonnet, Carl Grekou, Emmanuel Hache et Valérie Mignon, « Métaux stratégiques : la clairvoyance chinoise », *La lettre du CEPII*, n° 428 (juin 2022).

²⁵ Romain Capliez, Carl Grekou, Emmanuel Hache et Valérie Mignon, « Batteries lithium-ion : cartographie dynamique de la chaîne de valeur et perspectives », *CEPII Policy Brief*, n° 48 (2024).

²⁶ Emmanuel Hache et Émilie Normand, « Quelle stratégie européenne sur les matériaux critiques ? », *L'Économie politique*, n° 101 (2024).

Qualifié de « sévère mais juste » par l'actuelle présidente de la BCE, Christine Lagarde²⁷, le rapport a globalement été salué pour son analyse honnête des fragilités européennes. Certaines propositions font l'unanimité, comme le besoin d'achever l'Union des marchés des capitaux (UMC) pour créer un véritable marché unique des capitaux entre les États membres. Cette réforme a également été soutenue par Enrico Letta, ancien président du Conseil des ministres d'Italie et député européen, dans la présentation de son rapport *Much more than a market*²⁸ paru en avril 2024, qui dresse un diagnostic similaire²⁹. Dans les faits, aujourd'hui, la plupart des entreprises ne se financent que nationalement et l'UMC permettrait à une entreprise d'obtenir des financements de n'importe quelle banque de l'un des États membres, ce qui favoriserait l'accès aux capitaux, augmenterait la force de frappe financière européenne et éviterait une fuite des entreprises innovantes vers les États-Unis, où les levées de fonds sont facilitées. Défragmenter le marché des capitaux encouragerait la mobilisation de l'épargne européenne³⁰ pour financer la transition écologique et la souveraineté numérique du Vieux Continent.

Si la France et l'Espagne ont manifesté leur soutien aux propositions du rapport³¹, certaines divergences se font déjà entendre, en particulier du côté des « pays frugaux », qui plaident pour l'orthodoxie budgétaire³². Le gouvernement allemand s'est trouvé quant à lui divisé, avec un ministre des Finances critique et rejetant immédiatement l'idée d'emprunts communs européens et un ministre de l'Économie favorable à un rapport qu'il décrit comme un appel à l'action pour l'UE³³. Accueil également mitigé du côté des différents groupes de pression, représentant les intérêts de différents secteurs industriels européens³⁴, comme des lobbies écologistes qui saluent l'accent mis sur la décarbonation, mais lui reprochent d'être trop centré sur la compétitivité industrielle au détriment de la protection de l'environnement. Le secteur bancaire s'est réjoui des appels à finaliser l'UMC, et soutient l'idée d'un fonds de compétitivité européen. Toutefois, il réclame surtout des évolutions réglementaires pour stimuler la croissance et les transitions. D'autres secteurs fortement liés à des enjeux de souveraineté ont globalement salué les conclusions du rapport appelant à plus de cohésion, de coopération et de mise en commun. C'est particulièrement le cas du secteur des technologies et de la communication, qui veut consolider le marché numérique européen ; de l'industrie

²⁷ « «Sévère mais juste» : Christine Lagarde salue le rapport Draghi sur l'économie de l'UE », *Le Figaro*, 12 septembre 2024.

²⁸ Enrico Letta, *Much More than a Market: Speed, Security, Solidarity. Empowering the Single Market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU Citizens* (Bruxelles : Conseil de l'Union européenne, avril 2024) : « Le marché unique reste la pierre angulaire de l'intégration et des valeurs européennes, servant de puissant catalyseur pour la croissance, la prospérité et la solidarité. Cependant, le scénario international a profondément changé, mettant en évidence la nécessité de développer un nouveau marché unique [...] L'ordre international entre dans une phase marquée par la résurgence de la politique de puissance ».

²⁹ Le rapport Letta se trouve lui-même dans la lignée du rapport de Mario Monti, ancien Commissaire européen qui deviendra président du Conseil des ministres d'Italie de 2011 à 2013 ; Mario Monti, *Une nouvelle stratégie pour le marché unique. Au service de l'économie et de la société européennes* (Bruxelles : Commission européenne, mai 2010).

³⁰ « L'union des marchés de capitaux, un impératif pour l'Europe », *Le Monde*, 20 avril 2024.

³¹ Thomas Moller-Nielsen, « Le rapport de Mario Draghi divise le gouvernement allemand et fait face au rejet des Pays-Bas », *Euractiv*, 11 septembre 2024.

³² Selon le site *Toute l'Europe*, les quatre pays frugaux regroupent l'Autriche, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède : Agnès Faure, « Qui sont les pays dits frugaux ? », *Toute l'Europe*, juillet 2020.

³³ Thomas Moller-Nielsen, *op. cit.*

³⁴ Marta Pacheco, « The Draghi EU competitiveness report – the reactions », *Euronews*, 11 septembre 2024.

pharmaceutique, qui espère qu'une plus grande intégration du secteur rendra possible plus d'innovation ; et de la défense, où la coordination européenne doit permettre de répondre aux défis géopolitiques. Si tous les acteurs ont salué la capacité de Mario Draghi à regarder les failles dans le système européen actuel, des divergences subsistent sur les méthodes d'action à mettre en œuvre.

Une absence de vision politique et géopolitique

Ambitieux, le rapport Draghi présente une vision très économique de l'UE et souffre de l'absence de vision politique et géopolitique volontaire qui permettrait d'espérer un dépassement du seul paradigme du marché unique – et de son renforcement – et de générer des changements effectifs pour l'avenir de l'UE. Les faiblesses structurelles identifiées – manque de mise en commun des ressources, absence d'une politique de souveraineté, financement – ne peuvent trouver de solutions concrètes sans modifier le système de gouvernance européen, essentiellement intergouvernemental et fonctionnant sur le principe de l'unanimité. Or ce même principe requiert l'unanimité pour être transformé, ce qui continuera d'ancrer la capacité de blocage exercée par certains pays pour freiner des décisions bénéfiques à l'ensemble du continent à leurs seuls intérêts nationaux. Aucune nouvelle modification des traités n'est envisagée, abandonnant complètement la question politique et, finalement, une large partie de l'efficacité décisionnelle de l'UE.

Ensuite, l'idée de stimuler la coopération entre des entreprises concurrentes, notamment dans des secteurs industriels historiques, reste un vœu pieux dans la mesure où aucune véritable méthode n'est proposée pour surmonter les dynamiques historiques de compétition au sein des pays membres. C'est en particulier le cas dans le secteur de l'automobile, où la France et l'Allemagne sont des rivaux historiques. Malgré cet appel à la coopération et à la naissance de champions européens, les gouvernements demeurent attachés à la protection de leurs industries nationales. Comment générer une véritable coopération à l'échelle continentale pour devenir un vrai compétiteur des États-Unis et de la Chine ? Le rapport ne le dit pas. L'enjeu de la dette européenne reste lui aussi relativement absent, à côté des appels à des investissements massifs. Les financements estimés restent surtout à destination des entreprises et ne brisent en rien l'orthodoxie budgétaire présumée des États.

Enfin, un dernier angle mort est celui des conséquences géopolitiques. Bien que la toile de fond de ce rapport soit le nouvel ordre mondial, le texte se concentre principalement sur le renforcement industriel et l'autonomie économique de l'Europe, sans parler des réformes nécessaires pour tendre vers une Europe forte sur la scène internationale. Il fait le constat du risque de fragmentation interne sans fournir des réponses claires sur la manière de créer une Europe unie, capable d'agir comme un acteur géopolitique³⁵. La géopolitique est davantage traitée comme un contexte plutôt que comme une aire d'action véritable ; les enjeux sécuritaires restent faiblement intégrés aux réformes économiques³⁶. Le rapport fait

³⁵ Olivier Blanchard et Ángel Ubide, « Essential issues raised, but not fully answered by the Draghi report », Peterson Institute for International Economics, 8 octobre 2024.

³⁶ Josep Borell, « Un bond en avant ? Le rapport Draghi et le futur géopolitique de l'Europe », *Le Grand Continent*, 25 septembre 2024.

notamment l'impasse sur le développement d'une puissance européenne en dehors du seul prisme de l'économie. La transition bas-carbone est ainsi uniquement regardée du point de vue de l'innovation technologique et du marché, et non selon celui du développement d'une puissance écologique³⁷ fondée par exemple sur la modération³⁸. L'absence de référence aux termes de sobriété et de limites planétaires questionne, tout comme l'absence volontaire de réflexion sur de nouvelles formes de prospérité cherchant à dépasser la notion de PIB et invitant les États à investir massivement dans l'éducation, la santé, les infrastructures sobres et dans tous les secteurs générateurs de bien-être. L'éducation est certes mentionnée, mais là encore dans la seule logique de fournir des innovations répondant à une demande d'un marché. Sur la question des dépendances énergétiques et aux matériaux critiques, aucune réflexion n'est également entreprise sur la différenciation entre la notion de demande et celle de besoins, et le rapport reste ancré dans une conception et une époque très différentes d'un point de vue de l'urgence climatique et de ses solutions.

Sur le plan géopolitique, le seul positionnement économique empêche également de penser la positionnement européen vis-à-vis notamment des États-Unis et de la Chine, ou par exemple des évolutions géopolitiques majeures dans le secteur énergétique³⁹. L'absence de scénarios prospectifs sur les évolutions de ces deux compétiteurs systémiques et de pays émergents comme l'Inde ne permet pas de penser le positionnement de l'Europe vis-à-vis de ces acteurs et d'imaginer dès à présent des vecteurs diplomatiques de coopération et de partenariats pour l'espace européen⁴⁰. Enraciné dans une seule logique économique, le rapport Draghi peine à penser la construction d'une « Europe puissance » face aux défis du XXI^e siècle. Il n'interroge pas assez les vecteurs – et les freins aux changements – de la répartition actuelle des puissances : des États-Unis comme puissance d'innovation, de la Chine comme puissance manufacturière – et d'innovation – et d'une Europe arrimée à la seule question de la puissance normative et de régulation. Il devrait ainsi rester au stade du constat, mais ne constituera pas le phare qu'il devrait être pour l'Union européenne.

³⁷ Un *ecological power* au même titre que le *hard power* et le *soft power* : Emmanuel Hache, « L'âge des puissances sobres », *Constructif*, n° 69 (novembre 2024) : 26-28.

³⁸ Emmanuel Hache, « La sobriété, vecteur de puissance ? », *La Revue internationale et stratégique* 128, n° 4 (hiver 2022) : 77-86.

³⁹ Emmanuel Hache, Samuel Carcanague, Clément Bonnet, Gondia S. Seck et Marine Simoën, « Vers une géopolitique de l'énergie plus complexe ? », *La Revue internationale et stratégique* 113, n° 1 (printemps 2019) : 73-81.

⁴⁰ Emmanuel Hache, « La diplomatie des ressources au cœur de la relation Chine-États-Unis ? », *La Revue internationale et stratégique* 120, n° 4 (hiver 2020) : 49-58.